



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 32

Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec

Présentation

Présenté par
M. John Ciacchia
Ministre de l'Énergie et des Ressources

Éditeur officiel du Québec
1988

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur Hydro-Québec à l'égard de certains dirigeants d'Hydro-Québec: il prévoit notamment la nomination d'un président du conseil d'administration et chef de direction et d'un président et chef de l'exploitation et leurs fonctions respectives.

Il prévoit également que le sous-ministre de l'Énergie et des Ressources sera dorénavant membre d'office du conseil d'administration, mais sans droit de vote.

Projet de loi 32

Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5) est modifiée par l'insertion, après l'article 4.1, du suivant:

«**4.2** Le sous-ministre de l'Énergie et des Ressources est d'office membre du conseil d'administration de la Société, mais n'a pas droit de vote. ».

2. L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**5.** Le gouvernement nomme, parmi les membres du conseil d'administration, un président du conseil et chef de la direction qui exerce cette fonction à plein temps.

Il préside les réunions du conseil et voit à son bon fonctionnement. Il est responsable de l'administration et de la direction de la Société et assume les autres responsabilités que lui confie le conseil d'administration. Il est responsable des relations de la Société avec le gouvernement. ».

3. L'article 8 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**8.** Le gouvernement nomme, parmi les membres du conseil d'administration, un président et chef de l'exploitation qui exerce cette fonction à plein temps.

Il agit sous la responsabilité du président du conseil et chef de la direction.

Il est principalement chargé de l'exploitation des activités que détermine le conseil d'administration; il assume les autres responsabilités que lui confie le président et chef de la direction. ».

4. L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**9.** Le gouvernement fixe, suivant le cas, le traitement, les allocations, les indemnités et les autres conditions de travail du président du conseil et chef de la direction, du président et chef de l'exploitation et des autres membres du conseil d'administration, lesquels sont payés sur les revenus de la Société. ».

5. L'article 11.2 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**11.2** En cas d'absence, de maladie ou d'incapacité d'agir du président du conseil et chef de la direction, du président et chef de l'exploitation ou d'un membre du conseil d'administration, le gouvernement peut nommer un suppléant. Ce dernier possède alors les mêmes pouvoirs que celui qu'il remplace.

Tant qu'un suppléant n'a pas été nommé en vertu de l'alinéa précédent, le conseil d'administration peut désigner un membre du personnel de la Société pour exercer une partie ou la totalité des pouvoirs du président du conseil et chef de la direction ou du président et chef de l'exploitation. ».

6. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date fixée par le gouvernement.